



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Trois ans de guerre en Ukraine, l'UE et l'économie de guerre *Intervention du Parti Communiste Révolutionnaire de France à la Conférence de l'ACE, le 16 février 2025*

Chères et chers Camarades,

Aujourd'hui, la guerre inter-impérialiste en Ukraine se poursuivant depuis trois ans, ses effets sur le système mondial des Etats impérialistes, mais aussi au sein du mouvement communiste international, conduisent le PCRf à dresser un rapide bilan concernant deux aspects :

- Premièrement, le rapport entre les monopoles français et l'Union Européenne, et son évolution depuis la guerre.
- Deuxièmement, la position des communistes sur la guerre et les tendances qu'ont révélées la guerre inter-impérialiste en Ukraine sur la question des alliances inter-impérialistes.

Nous ne pouvons pas en peu de temps revenir en détail sur notre analyse de la **stratégie des monopoles français**, mais concernant notre question aujourd'hui, il est important de revenir sur deux objectifs de ces monopoles, qui sont en voie d'achèvement, et dont les gouvernements Macron successifs expriment le choix politique en vue de cette stratégie. Il s'agit de la **liquidation des conquêtes sociales, mais aussi des libertés démocratiques bourgeoises** obtenues par la résistance armée antifasciste. Ce programme, en cours d'achèvement, est aussi une offensive sociale, visant à rattraper le retard de la France sur l'Allemagne, l'UE jouant un rôle central afin que les monopoles français puissent en tirer leurs intérêts propres dans cette stratégie.

La France comptait, en 2024, environ 25 des 500 plus importants groupes mondiaux, contre 28 en 2017 ; des positions ont été gagnées sur tous les continents et placent toujours la France dans les impérialismes dominants, mais malgré ses entreprises leaders, la concurrence entre impérialismes est renforcée en particulier par la croissance explosive dans certains secteurs et régions. Des positions peuvent donc évidemment se perdre, en particulier face à la Chine (142 groupes dans les 500) et aux Etats-Unis (136).

L'actuelle crise politique en France est d'ailleurs la manifestation des récentes difficultés économiques du pays. Jusqu'en 2024, Macron a pu s'appuyer sur des résultats économiques félicités par les conseils d'administration des monopoles. Cependant cette carte économique s'est effritée sous le coup d'une concurrence internationale toujours exacerbée et plus défavorable au capitalisme français. La France a par exemple comme premier partenaire économique l'Allemagne, dont la récession pour la deuxième année consécutive (baisse du Produit Intérieur Brut (PIB)) a des répercussions négatives pour les profits des entreprises françaises.

Dans le domaine de la guerre, les ventes record d'armes françaises se poursuivent, avec 18 milliards en 2024 et un doublement comparé à 2023 : canons Caesar, Rafales, navires, sous-marins, optiques. 76% des ventes ont été réalisées en Asie (Inde 30%) ou au Moyen-Orient. Mais la France a aussi perdu des marchés au profit de concurrents voisins comme l'Italie, avec le dernier exemple récent des contrats italo-algériens pour la fabrication hélicoptères, différents types de navires les plus performants ou à l'exemple du Maroc, qui préfère ne pas continuer avec les canons Caesar français pour acheter de l'artillerie israélienne. Partout les cadences de production s'accroissent dans les usines d'armement françaises. La direction générale de l'armement (DGA) a même identifié les secteurs de l'automobile, de la chimie et de l'énergie pour accélérer l'effort industriel de guerre. Des premiers contrats seront passés en 2025 pour bénéficier de leurs savoir-faire et de leurs capacités de production.



La guerre inter-impérialiste a permis aux monopoles français d'accélérer ce rattrapage par une participation intense à l'effort de guerre, se reflétant idéologiquement et politiquement par le consensus guerrier de soutien à la bourgeoisie ukrainienne, allant du Rassemblement National au pseudo « Nouveau Front Populaire ». Un récent exercice militaire, durant l'automne 2024, baptisé « Percée », organisé en secret, a simulé l'intervention de plus de 3000 soldats français en Ukraine, appuyés par des drones et satellites espions ; cet exercice était ensuite confirmé par une déclaration de Volodimir Zelensky en janvier 2025, signifiant qu'à l'issue d'une nouvelle réunion bilatérale avec le gouvernement français, était prévu l'envoi de contingents ainsi que la formation des militaires et pilotes ukrainiens avec la livraison d'avions Mirage 2000. La participation de l'armée française elle-même vise à assurer les bénéfices économiques gigantesques que les monopoles espèrent tirer. Le « fonds Ukraine », rassemblant de grands monopoles français comme Thalès, Dassault ou Enedis, a rassemblé 200 millions d'euros pour la « reconstruction » de l'Ukraine après la guerre, venant s'ajouter aux partenariats bilatéraux de 2024 prévoyant 3 milliards d'euros d'aide militaire, mais aussi concernant les infrastructures et l'implantation d'usines sur place. Une récente enquête de l'institution française Statista démontre que les capitaux français participent finalement à hauteur de 4,6 milliards d'euros à la guerre, tant sur le plan militaire que financier, sans même compter sa participation financière aux institutions européennes.

Ces enjeux centraux, pour la bourgeoisie française, expliquent l'insistance répétée des gouvernements Macron à renforcer une autonomie stratégique de l'UE sur le plan militaire. En témoignent les projets réitérés d'une armée européenne unifiée, n'arrivant pas encore à trouver de compromis parmi les autres bourgeoisies européennes, ainsi que la « boussole stratégique » européenne, feuille de route d'une économie de guerre, pour laquelle le gouvernement Macron fut au premier plan aux côtés de l'Allemagne. L'UE a donc été un levier pour les intérêts propres des monopoles français, dans les contradictions inter-impérialistes, et la guerre impérialiste ukrainienne a permis de renforcer cet usage de l'UE, dans un contexte de luttes sociales intensifiées en France lors de bataille contre la récente réforme des retraites.

Au dernier Conseil européen, Macron a proposé une préférence européenne pour l'achat de matériel militaire. Les 27 se sont plutôt accordés sur une possible révision du pacte de stabilité de 3%, en faisant des achats militaires une exception à la règle du déficit. De plus, la création de banques privées européennes pourrait servir à drainer une partie de cette formidable épargne de 1400 milliards (plus que les Etats-Unis à 800 milliards) pour investir dans la guerre.

L'Union Européenne comme alliance inter-impérialiste a également joué un rôle de catalyseur des contradictions internes au mouvement communiste en Europe, mais aussi en France, posant, devant les organisations se réclamant du léninisme, la question du lien entre tactique et stratégie.

Il y a d'abord un angle universel sur la question de l'UE, touchant à la **façon dont les communistes comprennent le contenu et la forme des alliances inter-impérialistes.** Pour notre Parti, les alliances impérialistes sont des alliances d'abord et avant tout interétatiques représentant les intérêts communs des bourgeoisies des États membres. Leurs intérêts communs touchent à la croissance de leurs monopoles, au renforcement de leur compétitivité dans les conditions de l'exacerbation de la concurrence dans le système impérialiste mondial, ainsi qu'à la confrontation commune avec le mouvement ouvrier, avec la volonté de neutraliser les partis communistes révolutionnaires. Cependant, la communauté d'intérêts des monopoles des différents États d'une alliance impérialiste ne peut faire disparaître ni l'inégalité de développement ni l'organisation en État national sur laquelle s'appuie l'accumulation capitaliste. La communauté des intérêts des monopoles ne peut donc pas faire disparaître la concurrence et les contradictions à l'intérieur d'une alliance impérialiste donnée, mais aussi entre les différentes alliances et coalitions impérialistes. L'exemple de l'UE et d'une économie de guerre européenne est ici caractéristique : loin d'atténuer les contradictions internes à l'UE, l'engagement commun des bourgeoisies européennes dans le soutien au régime ukrainien a aussi plutôt accentué certaines contradictions internes.

Si nous revenons en arrière, dans la foulée de l'invasion russe en Ukraine, **l'Allemagne** a annoncé dès le 27 février 2022 **répondre à la demande officielle adressée par l'OTAN à ses membres en 2014, à savoir de porter leurs dépenses militaires à au moins 2% de leur PIB annuel**, alors que jusque-là, elle s'était contentée d'y consacrer 1,3%. Une énorme enveloppe de 100 milliards (deux fois le budget allemand de la défense, qui était de 48 milliards) est alors débloquée le jour même, afin de moderniser l'armée allemande.

En France, la loi de programmation militaire prévoyait déjà sur 2019-2025 un quasi doublement du budget



militaire, lui permettant donc une avance, qui s'est retrouvée accentuée par le récent budget du gouvernement Barnier puis Bayrou en 2025, permettant au Ministère des Armées de recevoir 3,3 milliards d'euros et à son ministre Lecornu de déclarer qu'il n'était pas question de toucher à ce budget, même dans la situation de déficit de la France. Preuve directe, s'il en était besoin, que la dette finance l'économie de guerre, dette ensuite supportée par les peuples-travailleurs.

Du côté des forces militaires elles-mêmes, les contradictions se font aussi jour entre bourgeoisies européennes : le Corps de Réaction Rapide Européen ou Eurocorps, non rattaché à l'UE mais composé de 5 membres permanents (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg), a bien mieux réussi son rattachement à l'OTAN, dont il fait partie comme « force de haute disponibilité », qu'à l'UE, puisque l'Eurocorps ne s'y intègre pas dans son cadre officiel. On peut aussi penser à ce sujet au projet « SCAF », projet qui réunit depuis 2017 la France, l'Allemagne et l'Espagne, pour le développement d'un « système de combat aérien intégré » à l'horizon 2030, présentant des délais longs, des négociations ardues entre les monopoles pour la répartition des contrats ; ce projet est en plus remis en cause par l'annonce, en mars 2022, de l'achat par l'Allemagne de 35 F-35 états-unis. Finalement, en même temps que la France modernise ses avions Rafale avec le stade F5 (intégrant un drone furtif, des missiles nucléaires hypersoniques, etc), la première phase de production de ces nouveaux avions de guerre SCAF a bien été lancée en 2023, mais laissant voir les compromis et dissensions internes aux bourgeoisies européennes dans les questions de directions et d'ascendance de monopoles nationaux sur d'autres.

Au vu de ces réalités, le PCRf juge devoir combattre deux tendances possibles sur la question de la lutte contre l'Union Européenne :

Bien sûr, contre la tendance du PCF, de la social-démocratie et d'organisations trotskistes à soutenir le cadre de l'UE comme lieu des transformations sociales et démocratiques, tendance qui range le mouvement populaire sous le drapeau du cartel des États bourgeois d'Europe.

Mais également contre la tendance nationaliste qui, déconnectant la lutte anti-UE de la lutte pour le socialisme et l'orientation de classe, peut pousser le mouvement populaire sous le drapeau du social-chauvinisme.

La lutte contre l'UE implique donc une lutte et un renforcement national de chaque parti contre ses propres monopoles, liés à la question de l'Union Européenne ; une lutte pouvant faire connaître aux travailleuses et travailleurs, sur la base de leurs propres expériences, le lien unissant la lutte contre l'UE et celle contre leur propre bourgeoisie dans son cadre national, afin de réussir par là à sortir de l'UE. Sans cette expérience faite par eux-mêmes et sans le renforcement de notre Parti à travers la lutte, la question de l'UE restera prise sous l'option sociale-démocrate illusoire ou sous un chauvinisme faisant préférer d'autres alliances impérialistes pour nos monopoles. La seconde tendance, chauvine, est quant à elle un fer de lance du pôle opportuniste s'étant ouvertement déclaré par la PMA et la guerre inter-impérialiste en Ukraine.

Notre parti a lancé la production d'une **nouvelle affiche et de visuels** avec pour slogan « *De l'argent pour les besoins populaires, pas pour les guerres !* », en soutien de sa **campagne pour la paix** sous la bannière « *Accusons le capitalisme* ». Nous avons créé un site dédié à cette campagne large, et avons recueilli déjà quelques milliers de pétitions papiers et en ligne.

Ce sont les peuples travailleurs des différents pays, par leurs partis communistes, qui sont capables d'en finir définitivement avec l'UE, par la coordination des luttes nationales de classe, montrant la nécessité pour des Partis comme le nôtre de se renforcer toujours plus nationalement au sein et avec l'Action Communiste Européenne.

Le PCRf, 16 février 2025

